

## **Monsieur le Président, nous n'avons pas les mêmes valeurs !**

Quoique moins méprisantes dans la forme que son discours du 22 janvier, les déclarations de Nicolas Sarkozy du 7 avril 2009 révèlent la même conception mercantile de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Si, pour Nicolas Sarkozy, les études ne servent qu'à "*créer de la valeur ajoutée*", les universitaires en lutte continuent d'affirmer que l'Université n'est pas une entreprise et que le Savoir n'est pas une marchandise. Là où Nicolas Sarkozy parle de "*valeur ajoutée*", nous parlons de valeurs républicaines : droit à la connaissance pour tous, droit de choisir sa filière sans discrimination financière ni territoriale, droit de s'engager dans des études qui n'ont aucune rentabilité immédiate, mais qui sont d'une valeur essentielle pour la société. Là où Nicolas Sarkozy parle "*d'accélérer la commercialisation des brevets*", nous lui opposons la nécessité, pour les générations futures, de préserver une Recherche fondamentale forte et libre des dictats du marché.

Quand Nicolas Sarkozy estime que l'autonomie des Universités est préférable au fait de "*se retrouver au Ministère pour qu'on vous dise d'un bureau parisien ce qu'on doit faire*", nous tenons à rappeler que les Universités n'ont jamais autant reçu de directives émanant des Ministères que depuis le vote de la loi LRU (sigle qui signifie pourtant "*Liberté et Responsabilité*"). Si Nicolas Sarkozy est de bonne foi en annonçant que "*donner l'autonomie aux Universités, c'est leur faire confiance*", alors qu'il fasse enfin confiance à la communauté universitaire qui dénonce, dans un mouvement inédit par sa durée et son intensité, les conséquences désastreuses de ces projets de "réforme". Or, la politique actuelle a conjugué, jusqu'à présent, irresponsabilité et inefficacité, autoritarisme et ignorance des problèmes posés.

Le monde de l'Enseignement et de la Recherche n'est pas hostile à toute réforme. Mais il conteste une logique d'économie budgétaire et de mise en concurrence systématique des institutions, des équipes et des individus, qui met en péril la création et la transmission des savoirs. A la concurrence et à la rentabilité à court terme, il préfère l'émulation, la coopération et la liberté de Recherche. A l'autoritarisme et à la concentration des pouvoirs, il préfère la collégialité et le gouvernement par les pairs. Aux nommés, il préfère les élus. L'Éducation Nationale, de la maternelle à l'Université, doit continuer à transmettre connaissances et culture gratuitement, sur tout le territoire, pour garantir la traduction dans les faits de nos idéaux républicains. Ce printemps 2009, pour défendre ces valeurs, le monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est dans la rue.

**Coordination Nationale des Universités (8 avril 2009)**